

// le dossier juridique

L'évaluation des frais professionnels

Modalités et barèmes en vigueur au 1^{er} janvier 2019

Les sommes versées aux salariés en remboursement de frais professionnels engagés pour l'exercice de leurs fonctions sont exonérées de cotisations. Leur dédommagement peut prendre la forme : d'un remboursement des dépenses réelles sur justificatifs, d'un versement d'allocations forfaitaires, et pour certaines professions de l'application d'une déduction forfaitaire spécifique sur le salaire soumis à cotisations. Les différents montants forfaitaires applicables en matière d'évaluation des frais professionnels ont été revalorisés à effet du 1^{er} janvier 2019.

À CLASSER SOUS
SÉCURITÉ SOCIALE
COTISATIONS

05 / 19

1 Principe d'exclusion des frais professionnels de l'assiette des cotisations

La définition de l'**assiette** des **cotisations de sécurité sociale** a été **révisée** à effet du 1^{er} septembre 2018 par l'ordonnance n° 2018-474 du 12 juin 2018. L'assiette de la **CSG**, définie à l'article L. 136-1-1 nouveau du Code de la sécurité sociale, est devenue l'assiette de **référence** (par renvoi de l'article L. 242-1 à l'article L. 136-1-1 nouveau).

L'objectif de cette réécriture est d'« harmoniser et simplifier » les assiettes sociales en établissant une assiette unique pour l'ensemble des cotisations sociales et charges alignées (*v. l'actualité* n° 17590 du 14 juin 2018 et n° 17623 du 31 juillet 2018). Mais elle n'entraîne aucun changement notable en matière d'exclusion des remboursements de frais professionnels de l'assiette des cotisations de sécurité sociale. Ainsi, aux termes de l'article L. 136-1-1, « ne constituent pas un revenu d'activité les remboursements effectués au titre de frais professionnels correspondant dans les conditions et limites fixées par arrêté des ministres chargés de la Sécurité sociale et du Budget à des **charges de caractère spécial inhérentes** à la **fonction** ou à l'**emploi** des travailleurs salariés ou assimilés que ceux-ci supportent lors de l'accomplissement de leurs missions ».

Ainsi le **remboursement** de ces frais par l'employeur est **exclu** de l'assiette des **cotisations** de sécurité sociale dans certaines **limites** et **conditions**, qui ont été fixées par l'arrêté du 20 décembre 2002 modifié. Pour

être **exonérée**, l'indemnisation doit être effectuée :

- soit par le **remboursement** des **dépenses réellement engagées** (télétravail, utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, frais de déménagement, etc.), sous réserve de la production de **pièces justificatives** ;

- soit par le **versement d'allocations forfaitaires** présumées utilisées conformément à leur objet, pour la part n'excédant pas certains montants fixés par l'arrêté susmentionné. L'employeur doit toutefois établir la réalité des circonstances de fait entraînant des dépenses supplémentaires ;

- soit, pour certaines professions (VRP, journaliste, etc.) limitativement énumérées, par une **déduction forfaitaire spécifique** pour frais professionnels (*CGI, art. 81*) (*v. la troisième partie de ce dossier*).

Il est important de souligner que les **charges** couvertes par ces indemnités doivent être à la fois « **spécifiques** » et « **supplémentaires** », c'est-à-dire viser à la fois les conditions de travail particulières dans lesquelles sont susceptibles d'être placés certains salariés et les dépenses de caractère normal auxquelles sont exposés les autres salariés de la même entreprise (ou les salariés des autres branches professionnelles) lorsqu'ils ne bénéficient pas d'un abattement supplémentaire pour frais professionnels (*Arr. du 20 décembre 2002 modifié, art. 1 et 3 ; Circ. min. n° 2003-7 du 7 janvier 2003*).

À NOTER Lorsque l'employeur opte pour l'application de la déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels, les sommes versées à titre de remboursement doivent être intégrées dans l'assiette des cotisations, quel que soit le mode d'indemnisation du salarié.

MODALITÉS DE REVALORISATION

Les montants en euros relatifs aux frais professionnels sont revalorisés chaque année au 1^{er} janvier, en fonction du taux prévisionnel d'évolution en moyenne annuelle des prix à la consommation de tous les ménages (hors tabac), qui est prévu pour l'année civile, considérée dans le rapport « sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières de la nation », annexé au projet de loi de finances. Les montants ainsi obtenus sont arrondis à la dizaine de centimes d'euros la plus proche.

2 Modalités d'évaluation des frais professionnels

FRAIS DE NOURRITURE (PETIT DÉPLACEMENT)

L'**indemnisation** des frais de nourriture sur la base des dépenses réellement engagées ou d'allocations forfaitaires n'est **pas soumise à cotisations**, dans les **limites** fixées dans le *tableau ci-après*. Ces différentes limites ne sont **pas cumulables** entre elles, seule la plus avantageuse étant retenue (*Circ. min. n° 2003-7 du 7 janvier 2003*). Ainsi, lorsqu'un salarié travaille en équipe sur un chantier de nuit, l'employeur pourra déduire 9,20 €. Précisons que les **primes de panier** (repas pris sur le lieu de travail et apporté par le salarié) sont assimilées à des indemnités de restauration sur le lieu de travail. Quant aux **indemnités de casse-croûte**, versées en application d'une convention collective, elles sont assimilées à des indemnités de restauration hors des locaux de l'entreprise (*Questions-réponses n° 2, DSS/5B-DC du 7 mai 2003*).

À NOTER Les indemnités de restauration, dans le cadre de petits déplacements, des salariés – intérimaires ou consultants – envoyés en mission dans une entreprise cliente, peuvent être exonérées de cotisations et contributions sociales dans la limite de trois mois, a précisé l'Acos dans une circulaire n° 2015-34 du 6 juillet 2015 qui reprend en l'explicitant la position du ministère des Affaires sociales. Au-delà de cette période de trois mois, l'entreprise cliente devient le lieu habituel de travail du salarié. En conséquence, les indemnités de repas n'ont plus le caractère de frais professionnels et doivent être réintégrées dans l'assiette des cotisations sociales. L'administration est ainsi revenue sur la position qu'elle avait adoptée en 2005 (*Circ. DSS/SDFSS/5B/n° 2005-389 du 19 août 2005*), à savoir que les indemnités de restauration des petits déplacements versées aux intérimaires ou consultants en mission étaient exonérées, sans limitation de durée.

INDEMNITÉS DE GRAND DÉPLACEMENT

► Déplacement en métropole

Les indemnités de grand déplacement sont destinées à compenser les **dépenses supplémentaires de nourriture, logement** et petit déjeuner engagées par le salarié **empêché de regagner chaque jour** le lieu de sa **résidence** lorsque :

- la **distance** séparant le lieu de résidence du lieu de déplacement est d'**au moins 50 km** (trajet aller) ;
- et les **transports en commun** ne permettent pas au salarié de parcourir cette distance dans un temps inférieur à **1 heure 30** (trajet aller).

Ces deux **critères** sont **cumulatifs** mais ils sont considérés comme de « **simples indices** », puisqu'il s'agit d'une présomption simple de grand déplacement.

Ainsi, le bénéfice de l'exonération pourra être admis si une des deux conditions seulement est remplie, mais que l'employeur prouve que le salarié a été effectivement empêché de regagner chaque soir son domicile en fonction de certaines circonstances telles que le mode de transport ou les horaires de travail (*Questions-réponses n° 2 DSS/5B-DC, 7 mai 2003*).

Les indemnités de grand déplacement sont réputées utilisées conformément à leur objet et non soumises à cotisations si elles ne dépassent pas les **limites** figurant ci-dessous et que l'employeur justifie que le salarié ne peut regagner chaque jour sa résidence.

Lorsque la durée du déplacement se prolonge **au-delà** d'une durée de déplacement de **trois mois** continu ou discontinu, le maximum déductible est **réduit** :

- de **15 %** à compter du premier jour du 4^e mois de déplacement, dans la limite de 24 mois ;
- de **30 %** à compter du premier jour du 25^e mois, dans la limite de quatre années.

► Déplacement dans les DOM-TOM

Lorsque le salarié est en déplacement professionnel dans les autres territoires français (DOM et TOM), l'employeur est autorisé à déduire les indemnités destinées à compenser les dépenses supplémentaires de **repas et de logement**, dans la **limite** globale des indemnités de mission allouées aux **personnels civils et militaires de l'État** envoyés en mission temporaire dans ces départements ou territoires (*D. n° 2006-781 du 3 juillet 2006* ; *Arr. min. 3 juillet 2006, JO 4 juillet, NOR: BUDB0620004A*).

Le **taux maximal** de l'indemnité de mission (repas et logement) est fixé à 90 € ou 120 € par jour selon la destination en 2019 (*v. le tableau ci-après*). Ce montant est **réduit** :

- de **15 %** à compter du premier jour du 4^e mois de déplacement, dans la limite de 24 mois ;
- de **30 %** à compter du premier jour du 25^e mois, dans la limite de quatre années.

► Déplacement à l'étranger

Lorsque le salarié est en déplacement à l'étranger, les montants de l'allocation forfaitaire sont ceux du groupe I des **indemnités de mission** allouées aux **personnels civils et militaires de l'État** effectuant une **mission** dans un pays **étranger** et dont le barème est publié tous les ans par la Direction générale de la comptabilité publique du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Les limites d'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale de ces allocations forfaitaires sont **réduites de 15 %** lorsque le déplacement est prolongé **au-delà de trois mois**, et de **30 % au-delà de 24 mois** (*Lettre-circ. Acoss n° 2007-074 du 10 mai 2007*).

FRAIS DE NOURRITURE

Situations admises	Maximum déductible
Restauration sur le lieu de travail ⁽¹⁾	6,60 €
Repas ou restauration hors des locaux de l'entreprise ⁽²⁾	9,20 €
Repas au restaurant lors d'un déplacement professionnel	18,80 €

(1) Travail en équipe, posté, continu, en horaire décalé ou de nuit.

(2) Dès lors qu'il n'est pas démontré que les circonstances ou les usages obligent le salarié à prendre son repas au restaurant. Exemple : salarié occupé sur un chantier.

FRAIS LIÉS À LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

Les frais engagés par le salarié dans le cadre d'une mobilité professionnelle, qui suppose un **changement de lieu de résidence** lié à un changement de **poste** de travail dans un **autre lieu de travail**, sont considérés comme des frais professionnels.

Pour rappel, le travailleur salarié ou assimilé est présumé placé dans une situation de déplacement lorsque :

- la **distance** séparant l'ancien lieu de résidence du nouvel emploi est **au moins égale à 50 km** (trajet aller) ;
- le **trajet** aller ou retour est **au moins égal à 1 heure 30**.

La prise en charge des frais est exonérée de cotisations sur la base des dépenses réellement engagées ou forfaitairement.

L'employeur est autorisé à **déduire** de l'assiette des cotisations sociales les indemnités correspondant :

- aux **dépenses d'hébergement provisoire** et aux frais supplémentaires de **nourriture** engagés dans l'attente d'un logement définitif, dans la limite d'un forfait fixé à **74,90 € par jour en 2019**, pour une durée maximale de neuf mois ;

- aux **dépenses inhérentes à l'installation** du salarié dans son **nouveau logement** (rétablissement d'électricité, eau, gaz, téléphone, etc.), dans la limite d'un **forfait** qui s'élève à **1 500,20 €, majoré de 125 € par enfant** à charge dans la **limite totale de 1 875,10 €**, ainsi que celles résultant d'une mutation géographique du salarié à l'initiative de l'employeur tel que les frais de notaires engagés par le salarié en vue de l'achat d'un nouveau logement (*Cass. 2^e civ., 11 février 2016, n° 15-13.724*).

Lorsque l'employeur ne choisit pas le forfait ou pour les autres frais liés à la mobilité comme les **frais de déménagement**, la déduction s'effectue sur la base des **dépenses réellement** engagées par le salarié (sous réserve qu'elles soient justifiées).

À NOTER Lorsque le critère de distance kilométrique n'est pas rempli, le critère du trajet aller doit, en tout état de cause et quel que soit le mode de transport, être égal au moins à 1 heure 30 (*Arr. du 25 juillet 2005, JO 6 août, NOR : SANS052277A*).

FRAIS LIÉS AU TÉLÉTRAVAIL ET AUX NTIC

Les frais engagés par le salarié en situation de télétravail, ou qui utilise des NTIC qu'il possède sont considérés comme des charges de caractère spécial inhérentes à la fonction ou à l'emploi. Leur **remboursement** est donc **déductible** de l'assiette des cotisations, sous

REMBOURSEMENT FORFAITAIRE DES GRANDS DÉPLACEMENTS EN MÉTROPOLE

Grand déplacement métropole	Maximum déductible		
	Pour les trois premiers mois	du 4 ^e au 24 ^e mois	du 25 ^e au 72 ^e mois
Par repas	18,80 €	16,00 €	13,20 €
Logement et petit déjeuner (départements 75-92-93-94)	67,40 €	57,30 €	47,20 €
Logement et petit déjeuner (autres départements de la métropole)	50,00 €	42,50 €	35,00 €

LE RESCRIPT SOCIAL

L'employeur peut utiliser cette procédure pour obtenir une décision explicite de l'Urssaf (de la CGSS dans les DOM) sur l'application à sa situation de la législation sur les frais professionnels.

réserve que l'employeur justifie de la réalité des dépenses professionnelles supportées par le salarié. Ainsi des indemnités forfaitaires, telles que des « indemnités Web » (frais de connexion à Internet et impression de documents) versées à des enquêteurs, ne peuvent être évaluées forfaitairement (*Cass. 2^e civ., 28 mai 2014, n° 13-18.212 F-P*).

FRAIS DE VÉHICULE

Les **indemnités kilométriques** versées aux salariés qui utilisent leur **véhicule personnel** comme moyen de transport à des **fins professionnelles** (c'est-à-dire pour des déplacements professionnels ou pour effectuer le trajet domicile/lieu de travail) échappent aux cotisations si elles n'excèdent pas les frais réellement engagés ou respectent le **barème kilométrique** publié annuellement par l'administration fiscale (le barème **2019** applicable pour la déclaration des revenus 2018 n'avait **pas encore** été **publié** au moment où ce dossier a été finalisé).

Notons que depuis 2013, le barème kilométrique est plafonné à 7 CV. Les contribuables qui optent pour la prise en compte des frais réellement engagés ne peuvent bénéficier d'une déduction excédant celle qui se serait appliquée en cas d'utilisation du barème (*CGI, art. 6 B de l'annexe IV*).

À NOTER Pour diversifier les modes de transport, la loi de finances pour 2019 (*n° 2018-1317 du 28 décembre 2018*) a prévu que le « type de motorisation du véhicule » (essence, diesel, hybride, etc.), sera désormais pris en compte dans le barème des indemnités kilométriques « voitures » (*v. l'actualité n° 17723 du 31 décembre 2018*).

CAS PARTICULIERS

Des règles spécifiques ont été mises en place par l'administration concernant certains cas particuliers ou certaines professions.

▣ Frais de transport domicile/travail

Salariés utilisant les transports en commun

Les employeurs sont tenus, sur l'ensemble du territoire, de prendre en charge une partie des **titres d'abonne-**

REMBOURSEMENT FORFAITAIRE DES GRANDS DÉPLACEMENTS OUTRE-MER

Grand déplacement outre-mer logement et deux repas	Maximum déductible		
	Pour les trois premiers mois	du 4 ^e au 24 ^e mois	du 25 ^e au 72 ^e mois
Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre et Miquelon	90,00 €	76,50 €	63,00 €
Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française	120,00 €	102,00 €	84,00 €

ment souscrits par leurs salariés pour leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Cette fraction, égale à **50 % du coût de l'abonnement** sur la base des tarifs de 2^e classe, est réputée correspondre aux dépenses réellement engagées par les salariés et est **exonérée** de cotisations. L'administration a précisé que la prise en charge du coût au-delà de la fraction légale n'était exonérée que dans la limite des frais réellement engagés.

Sont également concernés les abonnements aux services publics de **location de vélos** (D. n° 2008-1501 du 30 décembre 2008, JO 31 décembre; Circ. DGT-DSS n° 01, 28 janvier 2009).

Salariés utilisant leur vélo

L'employeur peut prendre en charge les frais engagés par le **salarié se déplaçant en vélo** (électrique ou non) entre sa résidence habituelle et son lieu de travail, *via* une **indemnité kilométrique** dont le montant a été fixé à **25 centimes d'euros par kilomètre**.

Les sommes versées à cette occasion sont **exonérées** de cotisations d'origine légale ou conventionnelle et d'impôt sur le revenu à **hauteur de 200 €** par an et par salarié. L'exonération est limitée à la prise en charge de frais réellement engagés par les salariés. Précisons que ce plafond est une limite globale. Il comprend donc les frais de carburant, le cas échéant, également engagés par le salarié ou les frais exposés pour l'alimentation des véhicules électriques.

Salariés utilisant leur véhicule personnel

Lorsque le salarié est contraint d'utiliser son véhicule personnel, les dépenses effectivement engagées peuvent être déduites de l'assiette des cotisations sur la base des indemnités kilométriques publiées par l'administration fiscale. En revanche, dès lors que cette utilisation relève de la **convenance personnelle**, le remboursement des frais engagés par le salarié utilisant son véhicule personnel n'est **exonéré** de cotisations qu'à concurrence du **tarif de transport en commun** le plus économique.

Maintien de la prime de transport forfaitaire

L'administration exonère sans justification la prise en charge des frais de transport domicile/lieu de travail pour la **fraction n'excédant pas 4 € par mois** (Circ. min. n° 2003-7 du 7 janvier 2003). Cette exonération est admise sans justification particulière, sauf si les salariés sont logés sur leur lieu de travail ou à proximité. En cas de cumul de la prime et d'une prise en charge partielle des frais réels, le montant total des avantages n'est exonéré que dans la limite des frais réellement engagés.

■ ETT, BTP, tôlerie, chaudronnerie et tuyauterie industrielle

Pour les entreprises de travail temporaire, des travaux publics, du bâtiment, de la tôlerie, de chaudronnerie et de la tuyauterie industrielle, un **barème spécifique d'indemnisation** s'applique pour les frais de **petit déplacement** (de repas et de transport). Ce dispositif ne s'applique que si les indemnités de trajet, de repas et de transport font l'objet de lignes distinctes sur le bulletin de paye, précise le site des Urssaf.

Frais de transport

Ce barème particulier fixe les limites d'exonération relatives aux frais de transport exposés par les salariés amenés à **se déplacer de façon habituelle** sur des **sites extérieurs** à l'entreprise et tient compte des distances parcourues à cette occasion par les intéressés :

– depuis leur domicile fiscal ou leur lieu de résidence habituelle, en ce qui concerne les intérimaires ;

– depuis leur domicile fiscal (ou lieu de résidence habituelle) ou depuis le lieu de rattachement prévu au contrat de travail (siège social ou établissement dont dépend le salarié) s'agissant des salariés des entreprises de tôlerie, de chaudronnerie, de tuyauterie industrielle, travaillant sur des sites extérieurs ;

– depuis leur lieu de rattachement effectif (siège social ou établissement auquel ils sont rattachés) ou depuis leur domicile fiscal (ou lieu de résidence habituelle) en ce qui concerne les ouvriers du BTP qui travaillent sur des chantiers.

Les distances mentionnées dans le barème figurant dans le *tableau ci-après* s'entendent de celles correspondant aux **trajets aller et retour** effectués quotidiennement entre le lieu de déplacement et le lieu fixé ci-dessus, selon l'activité de l'entreprise.

Le montant forfaitaire des frais de transport exonérés est déterminé par référence à la moitié du prix de revient kilométrique d'un véhicule automobile d'une puissance fiscale de quatre chevaux et selon un nombre de kilomètres apprécié par tranches de cinq, puis de dix kilomètres (distance parcourue aller/retour). Notons que le **barème kilométrique 2019** applicable aux automobiles pour l'imposition des revenus de l'année 2018 n'est pas encore connu. Les montants limites d'exonération figurant dans le *tableau ci-dessous* (2^e colonne) sont donc ceux correspondant au barème de 2018.

Frais de nourriture

Au montant forfaitaire des frais de transport doit être ajouté celui de l'allocation destinée à compenser les dépenses supplémentaires de nourriture exposées par le salarié travaillant hors des locaux de l'entreprise ou sur un chantier. Les **limites** d'exonération applicables à ces frais sont **revalorisées** au **1^{er} janvier 2019** suite à la revalorisation des limites d'exonération relatives à l'indemnisation forfaitaire des **frais de repas** exposés par les salariés en déplacements professionnels.

Ainsi, lorsque l'intéressé, placé dans ces conditions, se trouve dans l'impossibilité de regagner sa résidence ou son lieu habituel de travail pour le repas, l'indemnité forfaitaire de repas est exonérée à concurrence de :

– **9,20 €**, lorsqu'il n'est pas démontré que les circonstances ou les usages de la profession obligent le salarié à prendre son repas au restaurant ;

– **18,80 €**, lorsqu'il est démontré que le salarié est contraint de prendre son repas au **restaurant**.

À NOTER Ce régime spécifique d'indemnisation (et d'exonération) n'est admis que dans la mesure où l'employeur ne pratique pas, sur la rémunération des intéressés, la déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels dont peuvent bénéficier certaines professions, en application de l'article 9 de l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles. Il constitue une mesure dérogatoire en faveur des entreprises qui ne prennent pas en charge, par ailleurs, le transport des salariés concernés. Ce dispositif dispense les entreprises visées qui entendent s'y référer de justifier du mode de transport utilisé et du montant des frais de transport réellement exposés par les salariés à l'occasion de leurs déplacements.

3 Déduction spécifique pour frais professionnels

Environ une **centaine de professions**, énumérées par l'article 5 de l'annexe IV du Code général des impôts, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2000

(date à laquelle la déduction d'impôt afférente a été supprimée), dont les journalistes, les VRP, les mannequins, les artistes et les ouvriers du bâtiment, bénéficient d'une **déduction forfaitaire spécifique** pour frais professionnels (Arr. du 25 juillet 2005, JO 6 août). Son application ne peut pas avoir pour effet de ramener l'assiette de cotisations en dessous du Smic (Arr. du 20 décembre 2002; Cass. soc., 8 mars 1973, n° 72-10.204). Par conséquent, l'employeur doit majorer la base de cotisations à concurrence de l'assiette minimale si nécessaire.

À NOTER Les mandataires sociaux peuvent également bénéficier de la déduction spécifique pour frais professionnels si l'activité qu'ils exercent ouvre droit à déduction et sous réserve que : d'une part, la déduction ne s'applique qu'à la part de rémunération afférente à l'activité ouvrant droit à la déduction, d'autre part, l'activité constitue l'exercice d'une profession effective et distincte de la fonction de dirigeant. Ainsi, le mandataire social doit être titulaire d'un contrat de travail distinct de son mandat social pour son activité professionnelle spécifique et bénéficier de deux rémunérations distinctes.

OPTION DE L'EMPLOYEUR

Les employeurs des professions concernées ont le **choix** entre le **régime de droit commun** ou le régime dérogatoire de **déduction** à titre de remboursement des frais professionnels, selon le taux applicable à la profession, et dans la limite de 7 600 € par salarié et par an (montant fixe). Pour la déduction des frais profes-

sionnels de l'assiette des cotisations, l'employeur a le choix entre **deux méthodes** :

- ignorer la déduction supplémentaire pour frais professionnels et retenir, pour l'assiette des cotisations, le montant des salaires ou gains proprement dits, à l'exclusion de toute indemnité représentative de frais ;
- appliquer la déduction supplémentaire pour frais professionnels et retenir, pour l'assiette des cotisations, le montant des salaires et gains, y compris les indemnités versées en remboursement de frais professionnels. Toutefois, l'allocation de la déduction forfaitaire ne peut avoir pour effet de ramener la rémunération soumise à cotisation en deçà de la valeur du Smic en vigueur. L'option est laissée à la diligence de l'employeur, soit par convention ou accord collectif, soit par accord du CSE (ou du CE le cas échéant) ou des DP. À défaut, il appartiendra à chaque salarié d'accepter ou non cette option.

À NOTER Ce droit d'option peut être révisé par l'entreprise (ou le salarié en cas de décision individuelle) en fin d'année.

APPLICATION DE L'ABATTEMENT

Lorsque l'employeur opte pour la déduction forfaitaire, il doit **intégrer** dans l'assiette des cotisations sociales les **sommes** versées au titre des **remboursements professionnels**.

Ce principe connaît cependant des **exceptions** qui tiennent compte des dispositions fiscales applicables en la

INDEMNITÉS DE PETIT DÉPLACEMENT (BTP, TRAVAIL TEMPORAIRE, TUYAUTERIE INDUSTRIELLE)

Trajet aller et retour compris entre	Limite d'exonération quotidienne Valeur par tranche de km = valeur de l'indemnité kilométrique fiscale pour un véhicule de 4 CV fiscaux ÷ 2 (0,493 € ÷ 2) * x nombre de km	Repas pris hors des locaux de l'entreprise ou sur un chantier	Repas pris au restaurant (s'il est démontré que le salarié est dans l'obligation de prendre ses repas au restaurant)
5 km et 10 km	2,50 €	9,20 €	18,80 €
10 km et 20 km	4,90 €	9,20 €	18,80 €
20 km et 30 km	7,40 €	9,20 €	18,80 €
30 km et 40 km	9,90 €	9,20 €	18,80 €
40 km et 50 km	12,30 €	9,20 €	18,80 €
50 km et 60 km	14,80 €	9,20 €	18,80 €
60 km et 70 km	17,30 €	9,20 €	18,80 €
70 km et 80 km	19,70 €	9,20 €	18,80 €
80 km et 90 km	22,20 €	9,20 €	18,80 €
90 km et 100 km	24,70 €	9,20 €	18,80 €
100 km et 110 km	27,10 €	9,20 €	18,80 €
110 km et 120 km	29,60 €	9,20 €	18,80 €
120 km et 130 km	32,00 €	9,20 €	18,80 €
130 km et 140 km	34,50 €	9,20 €	18,80 €
140 km et 150 km	37,00 €	9,20 €	18,80 €
150 km et 160 km	39,40 €	9,20 €	18,80 €
160 km et 170 km	41,90 €	9,20 €	18,80 €
170 km et 180 km	44,40 €	9,20 €	18,80 €
180 km et 190 km	46,80 €	9,20 €	18,80 €
190 km et 200 km	49,30 €	9,20 €	18,80 €

* Attention, il s'agit du barème 2018 applicable aux revenus perçus en 2017. Le barème 2019 n'est pas encore connu

matière avant le 1^{er} janvier 2001. Ainsi, sont exclues de l'assiette (Circ. min. n° 2003/7 du 7 janvier 2003) :

- la prise en charge des **frais de transport** en région parisienne et la moitié de la prise en charge (totale ou partielle) de l'abonnement mensuel hors région parisienne ;
- la fraction exonérée de 4 € pour la **prime transport** ;
- la contribution patronale à l'acquisition des **titres-restaurants** (comprise entre 50 % et 60 % et limitée à 5,52 €) ;
- les indemnités de **grand déplacement** attribuées aux ouvriers du bâtiment ;
- les indemnités journalières de **défraiement** versées aux **artistes** qui participent à des tournées théâtrales ;
- les allocations de « **saison** » versées aux travailleurs du spectacle engagés dans les casinos, les théâtres muni-

cipaux ou les théâtres bénéficiant de subventions ;

- les allocations et remboursements de frais perçus par les **musiciens** à l'occasion de leurs déplacements ;
- les allocations et remboursements de frais professionnels des **journalistes**.

À NOTER Lorsque le salarié est absent durant tout le mois, il n'engage aucun frais supplémentaire au titre de son activité pendant ce mois, et les conditions d'application de l'abattement ne sont alors plus réunies. La déduction forfaitaire spécifique ne peut donc pas être appliquée sur les sommes versées au salarié au titre du maintien de salaire.

SOURCES// • www.urssaf.fr • Arr. min. 10 décembre 2002, JO 27 décembre
• Circ. min. n° 2003-7 du 7 janvier 2003 • Arr. min. 25 juillet 2005,
JO 6 août • Lettre-circ. Acof n° 2012-03 du 31 janvier 2012

Wolters Kluwer

LIAISONS
SOCIALES
QUOTIDIEN



Liaisons Sociales quotidien

Votre veille juridique et sociale pour anticiper les changements et agir de façon optimale !

Liaisons Sociales quotidien prend une nouvelle dimension avec sa version en ligne sur le site inédit liaisons-sociales.fr

+ Suivez toute l'actualité juridique et sociale en temps réel sur le site www.liaisons-sociales-quotidien.fr :

- Des informations publiées à chaud en "Dernière minute"
- L'actualité et le dossier du jour accessibles dès 16h
- Le seul site à offrir un état des lieux au jour le jour sur l'évolution des réformes en cours
- Une base d'accords d'entreprise pour vous guider dans vos négociations

Composition de l'abonnement :

Version en ligne sur liaisons-sociales.fr : Le Quotidien en ligne (actualité et dossiers du jour) - Archives du Quotidien - L'accès à la documentation officielle Liaisons Sociales quotidien - Les accords d'entreprise - Le Code du travail - Le Code de la sécurité sociale

Version papier (version en ligne sur liaisons-sociales.fr incluse) : 245 numéros du quotidien - Hors-série (bilan social) - Le Quotidien en ligne (actualité et dossiers du jour) - Archives du Quotidien - L'accès à la documentation officielle Liaisons Sociales quotidien - Les accords d'entreprise - Le Code du travail - Le Code de la sécurité sociale

Wolters Kluwer SAS au capital de 75 000 000 € - TVA FR 55 480 081 306 SIREN 480 081 306 RCS PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT - Liaisons Sociales Quotidien

À retourner à l'adresse suivante : Wolters Kluwer France - Service clients - CP 402 - 14, rue Fructidor 75814 Paris Cedex 17 - contact@wkl.fr - 0 825 08 08 00 Service 015 € min - prix appel

☐ **Oui**, je souhaite m'abonner à **Liaisons Sociales quotidien**

002743 013

Version	Réf.	Tarif HT	Tarif TTC
<input type="checkbox"/> En ligne (1 accès)	LSQOL	686 €	823,20 €
<input type="checkbox"/> En ligne + Papier (1 accès)	LSQOL + LR102	968 €	1111,12 €

☐ Vous trouverez ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Wolters Kluwer France, je recevrai une facture acquittée.

☐ Je réglerai à la réception de la facture.

Merci de compléter vos coordonnées : ☐ Mme ☐ M.

Nom : Prénom :

Fonction : Service :

Raison sociale :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

E-mail : (Obligatoire pour la mise en place de l'abonnement)

N° Siret :

Code NAF : ☐ Siège ☐ Établissement

Nombre de salariés à mon adresse : Date : ____/____/____

☐ En cochant cette case, je m'oppose à recevoir par courrier électronique des offres commerciales et des informations personnalisées de la part de Wolters Kluwer France.

☐ En cochant cette case, j'accepte de recevoir par SMS des offres commerciales et des informations personnalisées de la part de Wolters Kluwer France.

Wolters Kluwer France met en œuvre des traitements de données à caractère personnel ayant pour finalité le traitement de votre demande et des opérations commerciales. Les informations comportant un astérisque sont obligatoires pour ce traitement. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'un droit à la portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement ainsi que du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. Pour plus d'informations sur vos données et vos droits, merci de consulter notre politique de confidentialité sur notre site : www.wkl.fr/donnees-personnelles.

TVA de 2,1 % pour la version papier, 20 % pour les versions en ligne. Les tarifs indiqués sont valables au 01/01/2018 sous réserve d'une modification du taux de TVA applicable au moment de la commande. Pour tout envoi hors de France métropolitaine, une majoration est prévue sur le prix HT de 10 % pour l'Europe et les DOM-COM, et de 20 % pour les autres pays. Les abonnements sont automatiquement renouvelés d'une année sur l'autre sauf avis contraire de votre part signifié deux (2) mois avant la date d'échéance et, pour les journaux mobiles, ils n'auront pour objet que les éléments d'actualisation de l'ouvrage.

Signature et cachet :

La signature de ce bon de commande emporte adhésion des conditions générales de vente consultables sur www.wkl.fr

A_LSQ_A5_N_0119 [PB-JD-FT]